

L'UE finance via la Banque mondiale un projet hydroélectrique au Burundi

@rib News, 19/12/2017 â€“ Source Energies Media Burundi: lâ€™UE dâ€™bloque 33 millions dâ€™euros pour le projet hydroélectrique de Jiji et Mulembwe (49,5 MW) Lâ€™annonce a été faite le 19 décembre, à Bujumbura, par lâ€™ambassadeur de l'Union européenne au Burundi, Wolfram Vetter. Les financements de l'UE ont été fournis via la Banque mondiale. [Photo : Le ministre burundais des Finances Domitien Ndiwokubwayo et le Représentant de la BM au Burundi, Nestor Coffi, ont signé mardi un accord sur le transfert d'un don de l'UE.]

L'Union européenne a accordé au Burundi, via la Banque mondiale, un don de 33 millions d'euros pour le Projet hydroélectrique de Jiji et Mulembwe (PHJIMU), a déclaré mardi, 19 décembre, Wolfram Vetter, ambassadeur de l'UE à Bujumbura. «Le ministre burundais des Finances, du Budget et de la Privatisation, Domitien Ndiwokubwayo ainsi que le Représentant de la Banque mondiale au Burundi, Nestor Coffi, ont signé mardi un accord sur le transfert d'un don de 33 millions d'euros de l'Union européenne pour la construction de la centrale hydroélectrique de Jiji Mulembwe», a déclaré Wolfram Vetter, via son compte twitter. Selon le diplomate, il s'agit d'une bonne nouvelle. Le projet prévoit le développement de deux centrales hydroélectriques d'une puissance estimée à 49,5 MW et sur la mise en place de l'infrastructure nécessaire pour la transmission et la distribution de l'énergie électrique. Le projet a un coût total de 100 millions de dollars américains. Parmi les bailleurs de fonds, on retrouve : la Banque africaine de développement (BAD), la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Union européenne, le gouvernement burundais, la Regideso, qui s'occupe de l'alimentation en eau potable et en électricité au Burundi. Le Burundi connaît un déficit énergétique depuis quelques années malgré un potentiel hydroélectrique important. Alors que les besoins en énergie sont estimés à au moins 70 mégawatts, le pays n'en produit que 30 à peine. Les espoirs du gouvernement burundais sont placés dans la construction de nouveaux barrages hydroélectriques, notamment ceux de Jiji-Mulembwe au sud du Burundi et de Mpanda à l'ouest. Depuis le 14 mars 2016, l'UE a pris la décision de suspendre son aide directe au gouvernement burundais accusé de violations graves des droits de l'Homme. Ces sanctions ont été renouvelées pour une année en octobre dernier dans le but de pousser Bujumbura à dialoguer avec l'opposition en vue d'une sortie de crise. Néanmoins, l'UE a maintenu son soutien financier à la population et son aide humanitaire. Avec une aide globale de quelque 430 millions d'euros pour la période 2015-2020, l'UE est le premier donateur du Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});